

## L'impératif de repenser l'économie et sa résilience à l'aune des crises actuelles: Cas du Maroc

### [ The imperative to rethink the economy and its resilience in the light of the current crises: Case of Morocco ]

*Miloudi Kobiyh*

Laboratoire d'Etudes et de Recherches en Sciences Economiques et de Management,  
Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Université Chouaib Doukkali, El Jadida,  
Morocco

---

Copyright © 2022 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The Covid-19 pandemic crisis and the various shocks that are shaking the global economy, increasing uncertainty and testing the resilience of the dominant economic model. The succession of crises imposes the imperative to rethink the economy and requires adapted practices likely to accelerate the emergence of a new and more resilient production structure. According to this perspective, this work aims first to explain how recent crises show the inability of the resilience of the dominant model, then it examines ways likely to catalyze a resilient economic model. It is a question of looking for the tools that can catalyze the transition of the economy towards a model that plays a key role in overcoming crises. This model represents for Morocco an opportunity for its economy to opt for a development path that aims for sustainability, resilience and wealth creation. In this context, the objective is to examine the different transitions likely to jointly promote sustainability and resilience in the Moroccan economic and social context.

**KEYWORDS:** durability, uncertainty, economic model, optimality, rationality.

**RESUME:** La crise de la pandémie de Covid-19 et les différents chocs qui secouent l'économie mondiale, augmentent l'incertitude et mettent à l'épreuve la résilience du modèle économique dominant. La succession des crises impose l'impératif de repenser l'économie et exige des pratiques appropriées susceptibles d'accélérer l'émergence d'une nouvelle structure de production plus résiliente. Selon cette perspective, ce travail ambitionne d'abord d'expliquer en quoi les crises récentes montrent l'incapacité de la résilience du modèle dominant, ensuite, il examine des voies susceptibles de catalyser un modèle économique résilient. Il s'agit de chercher les outils qui peuvent catalyser la transition de l'économie vers un modèle jouant un rôle primordial dans la traversée des crises. Ce modèle représente pour le Maroc une opportunité afin que son économie opte pour un sentier de développement qui vise la durabilité, la résilience et la création des richesses. Dans ce cadre, l'objectif est d'examiner les différentes transitions susceptibles de promouvoir conjointement la durabilité et la résilience dans le contexte économique et social marocain.

**MOTS-CLEFS:** durabilité, incertitude, modèle économique, optimalité, rationalité.

## 1 INTRODUCTION

Depuis le début des années 1990, le monde est entré dans une nouvelle phase de la mondialisation. Cette phase se caractérise par des échanges commerciaux très intenses qui soulignent la logique économique dominant aujourd'hui les

sociétés [1]. Ainsi au moment où les économies sont envahies par les enjeux de la globalisation, les déterminants de la croissance sont confrontés aux exigences de la durabilité. C'est pourquoi, actuellement, la vision purement économique est remise en cause et les problèmes écologiques ont conduit à l'émergence des nouveaux concepts comme l'investissement socialement responsable, la responsabilité sociale des entreprises et le développement durable.

D'ailleurs, Meadows propose, dans son rapport de 1972, quatre sentiers qualifiés de durables. Mais sa proposition n'avait retenu aucune attention de la part des décideurs [2]. C'est la raison pour laquelle le changement qui affecte le climat aujourd'hui ne cesse d'induire une sorte de compte à rebours écologique à cause des atteintes irrémédiables portées à la nature et à sa biodiversité. Les activités productives continuent à exploiter les ressources de la planète à un rythme qui détériore l'environnement et dégrade le bien-être des populations. Plus encore, la justice sociale et l'éradication de la pauvreté demeurent des ambitions hors d'atteinte [3]. En conséquence, la dimension économique s'est accaparée tous les efforts de développement exposant de plus en plus l'environnement à des dommages irréversibles.

A la lumière de ces évolutions, les atteintes à l'environnement ont fini de convaincre de l'impératif de la mutation nécessaire qu'elles imposent à toutes les sociétés et leurs économies. C'est pourquoi chaque économie doit chercher les conditions qui garantissent sa résilience face à ces risques [4]. Evidemment, les biens naturels, notamment l'eau, les ressources fossiles et la biodiversité, n'ont de valeur que par les services qu'ils rendent à la société [5]. Mais certaines dégradations environnementales dues à l'intensité de la croissance économique sont irréversibles. Ces dégradations frappent durement les personnes qui dépendent de l'environnement naturel et affectent fortement leurs conditions sociales et économiques.

Or, c'est précisément dans le rapport qui s'établit entre la société et la nature que se structure la relation entre développement et durabilité. La durabilité évoque le respect des équilibres écologiques comme réponse à la diminution des ressources non renouvelables. A cet égard, au-delà du volume de la croissance, ce sont ses caractéristiques qualitatives dont il faut se préoccuper. Autrement-dit, ce qui importe, ce n'est pas le taux de croissance, mais c'est plutôt sa régularité, sa durabilité et son caractère inclusif [6]. De plus, certaines circonstances comme les crises sont susceptibles d'exercer des pressions qui donnent lieu à un engagement dans le développement durable. Ainsi par exemple en 2008, et contre toute attente, la crise économique a créé une volonté croissante de protection de l'environnement [7]. Cette volonté s'est confirmée lors de la crise sanitaire du Covid 19.

Effectivement, le désastre provoqué par la crise sanitaire laissera des traces durables qui rappelleront les vulnérabilités du fonctionnement de l'économie actuelle. La pandémie de la Covid-19 a confirmé la convergence vers la durabilité et le besoin urgent de la résilience. C'est pourquoi l'humanité doit profiter de l'occasion de ces crises pour réimaginer le monde et repenser les économies afin de les rendre plus résilientes. Concrètement, la résilience dépend de la capacité à prospérer dans des circonstances difficiles de crise et d'incertitude. Elle se traduit au niveau de l'aptitude à gérer l'imprévu et faire face à la vulnérabilité des économies. Toutefois, cette urgence de parvenir à un environnement économique résilient doit être compatible avec des modèles économiques alternatifs.

En conséquence, il s'avère que les notions de la durabilité et de la résilience sont étroitement liées. Selon cette perspective, ce travail ambitionne d'apporter des éléments de réflexion qui nous permettent de comprendre les nouvelles voies susceptibles de catalyser un modèle économique résilient face aux crises et aux risques qui menacent l'environnement. De fait, le but est de trouver des éléments de réponse aux questions suivantes: quels sont les outils qui permettent la mise en œuvre d'un modèle économique résilient ? Et comment peuvent se concrétiser effectivement la durabilité et la résilience dans le contexte économique marocain ?

Ainsi, après une explication, dans la deuxième section, de l'importance de repenser l'économie à la lumière d'un nouveau paradigme qui met en avant la résilience du système économique face aux crises qui succèdent, la troisième section s'occupe d'examiner et de présenter les principaux outils permettant la mise en œuvre d'un modèle résilient. Pour compléter cette analyse, nous explorons dans la quatrième section les perspectives d'un modèle économique résilient face aux crises et aux risques qui menacent l'environnement dans le contexte marocain. Pour finir, la cinquième section sera l'occasion pour tirer des conclusions.

## 2 REPENSER L'ÉCONOMIE A L'AUNE DES CRISES ACTUELLES

La logique capitaliste et les politiques de rivalité impliquent des interactions économiques basées essentiellement sur l'agressivité et la compétition. Aujourd'hui, cette logique de l'économie libérale est largement contestée dans le sens où elle n'épargne ni les crises qui aggravent les difficultés économiques, ni les inégalités sociales. Elle accentue le taux de pauvreté dans quasiment tous les pays. Or la croissance est censée créer de la richesse et du bien-être pour tous les membres de la société, mais concrètement elle s'accompagne de dégâts considérables sur le plan social et environnemental. La production intensive a généré une dette écologique importante aboutissant à un manque accru de ressources naturelles. De plus, ce

système économique basé sur une production industrielle accélérée, joue un rôle essentiel dans la propagation des crises et les vulnérabilités sociales.

Cette fragilité devant les crises fait que les économies sont devenues très dépendantes aux bouleversements et aux perturbations venant de toutes les contrées. C'est pourquoi la pandémie de coronavirus a mis l'économie mondiale en état de choc qui a violemment paralysé l'activité économique à une échelle sans précédent. C'est la pire récession que l'économie mondiale ait connue depuis 80 ans [8]. Le choc de la crise du Covid-19 est bien plus violent que celui de la crise des subprimes, c'est pourquoi tous les pays ont décidé de compenser la perte de revenu des ménages et des entreprises par des déficits publics massifs, ces derniers ont atteint pour l'ensemble des pays de l'OCDE 14% du PIB [9].

Cette pandémie du Covid 19 a attisé de nombreux débats sur des questions structurelles comme le fonctionnement du capitalisme et son rôle essentiel dans la propagation des crises [9]. Avec le modèle économique dominant, les vulnérabilités sociales vont encore s'aggraver compte tenu des crises qui se succèdent et qui donnent lieu à des chocs externes secouant l'économie mondiale [10]. Effectivement, ce qui renforce davantage les chocs de ces crises est que l'informel reste le secteur dominant de l'économie mondiale, puisqu'il existe environ deux milliards de travailleurs du secteur informel qui sont très vulnérables à toutes les crises, le confinement de la crise sanitaire a impacté 80 % d'eux [11]. L'informalité signifie un manque de protection sociale et des conditions de travail indécentes.

C'est pourquoi lors de cette crise sanitaire, les mesures prises pour endiguer la pandémie ont détérioré les conditions sociales d'innombrables travailleurs, vu qu'environ 130 millions d'emplois ont été perdus entre le quatrième trimestre 2019 et le premier trimestre 2020 [12]. D'une manière générale, les crises actuelles fragilisent les économies et propagent les chocs qui les accompagnent. Ces chocs qui sévissent l'économie mondiale ne cessent d'exaspérer les dangers préexistants auxquels le monde n'avait pas réussi à atténuer d'une manière efficace.

Ainsi de nombreux pays adoptent des initiatives afin de répondre aux différentes préoccupations écologiques et sociales. Ceci pourrait être la cause de la multiplicité des formes de l'engagement en faveur des actions qui visent la durabilité [7]. Or l'enjeu principal est de participer à la transition écologique et sociale qui ne peut être menée sans s'occuper de promouvoir le progrès social et la résilience du facteur humain. Ainsi l'enjeu primordial consiste à inclure les paramètres de la durabilité et de la résilience afin qu'ils soient un levier de création de valeur.

En conséquence, il importe donc d'établir une extension du concept de développement durable afin de l'intégrer à une réflexion plus large sur l'amélioration des conditions de l'homme et la résilience du système économique [13]. Ainsi, l'accomplissement des objectifs de ce développement requiert des interactions dynamiques entre les processus socio-économiques et les priorités environnementales. Ceci montre qu'il existe une étroite relation entre la résilience du système économique et la question de la durabilité. Le gain sera traduit par la capacité des économies à préserver les ressources humaines et naturelles, et à maintenir les activités productives d'une manière durable en les prémunissant contre les crises.

Il s'agit, entre autres, de maîtriser la consommation des ressources, surtout énergétiques, et de renforcer la faculté d'adaptation des activités économiques afin de maîtriser les risques environnementaux et contenir les chocs des crises. Ces éléments évoquent l'importance des pratiques qui présentent un comportement responsable faisant croiser les intérêts de la société et ceux de l'économie. Le plus important est que ces pratiques mènent vers de nouvelles formes de durabilité capables d'identifier de nouveaux modèles durables [14]. De ce fait, les facteurs nécessaires pour réaliser ces objectifs sont la prise de conscience écologique, la maîtrise de l'environnement et la résilience de la structure de production.

Ainsi, pour faire face aux différentes valeurs libérales qui dominent aujourd'hui comme l'égoïsme et l'opportunisme, il faut construire un nouvel imaginaire pour les acteurs économiques et la société d'une façon globale. Ceci est susceptible de faire passer les notions de rivalité, de compétition et d'opportunisme derrière les valeurs de collaboration, de solidarité et de résilience. Ce contexte peut permettre de ne plus subir les dysfonctionnements causés par les crises et l'incertitude, et réagir avec intelligence contre toute menace inattendue [15].

### **3 MISE EN ŒUVRE D'UN MODELE ECONOMIQUE RESILIENT**

#### **3.1 ÉTHIQUE ET RESILIENCE DE LA FINANCE**

Les techniques de la mondialisation reposent aujourd'hui sur le fait d'utiliser la finance afin de réaliser des profits, ou plutôt, plus de profits. Ce processus ne cesse d'engendrer des dérives concernant la mission principale de la finance. Cette mission consiste à financer l'économie réelle et ses fonctions principales à savoir, la production et la consommation. Les dérives engendrées peuvent alimenter une surévaluation qui n'a d'autres raisons d'exister que de faire tourner la finance. C'est

pourquoi la croissance économique souhaitée aujourd'hui est celle qui se réalise sûrement à l'aide de la finance, mais aussi à travers un comportement guidé par l'éthique.

A cet effet, l'éthique permet de réunir les efforts et converger les intentions vers l'objectif qui promeut la justice, le bien-être et la croissance économique. En France, l'introduction de la finance éthique date de 1983 avec la création du premier fonds, sa mission était de contrecarrer les éléments qui conduisent aux dérives dans les fonctions de l'économie [16]. Il est évident qu'elle doit jouer un rôle important dans la mise en place des stratégies pour corriger ces dérives en rendant ces stratégies faisables par les interactions économiques qu'elle catalyse. Cela se voit d'une manière plus explicite dans le fait d'éviter le surendettement et les charges financières qui n'ont aucune raison d'exister outre qu'entretenir les envies des profiteurs. Cela est tellement vrai que la crise des années 2000 tient beaucoup à ce que la finance s'est écartée de l'éthique.

Puisque la finance est considérée comme une composante essentielle dans tout système économique qui ne peut fonctionner sans elle, alors appliquer une éthique consiste avant tout à réformer les comportements des acteurs économiques. A cet égard, les transactions financières doivent avoir un lien avec l'économie réelle dans le sens où elles ne peuvent rien produire par elles-mêmes. Il n'est donc pas question de chercher le profit pour le profit ou accumuler les gains et les bénéfices. Il faut désormais penser différemment et agir conformément à une conscience d'une économie alternative. La réflexion fondamentale et les propositions concrètes doivent converger vers la vérification des finalités des modèles alternatifs qui font face à ces défis. Evidemment, les crises du 21ème siècle vont stimuler cet intérêt.

Selon cette logique, cette conception de la finance doit conduire à la création de projets forcément en rupture avec le modèle classique vulnérable aux crises. Ainsi au niveau économique, les faillites injustes se multiplient. Elles sont provoquées par des mécanismes issus de cette finance complètement déconnectée de l'économie réelle et qui régit le monde économique actuel. Ces entreprises se trouvent contraintes à un management compétitif conduisant à des stratégies de court terme à la recherche du profit maximum et immédiat. C'est ainsi qu'apparaît l'intérêt d'un système économique associant l'éthique et le progrès économique [16].

Selon cette perspective, la finance peut être perçue comme un domaine au service de l'économie par rapport à son rôle dans la stabilité des marchés et la traversée des crises. Il s'agit de bien se tourner vers des investissements qui sont en accord avec les prérogatives d'une finance en faveur d'une économie résiliente. Son objectif est d'intégrer dans l'activité économique des schémas qui diffèrent de ceux reconnus dans l'analyse standard de la finance [17]. Cela confirme l'idée qu'elle constitue un pilier principal dans l'établissement d'une économie alternative. Les principes de cette finance fondent une éthique d'affaires avec une orientation vers la résilience, la dignité et le progrès social.

### 3.2 RESILIENCE DE LA STRUCTURE DE PRODUCTION

Lors de la crise du Covid 19, la croissance économique a brutalement chuté en impactant les chaînes d'approvisionnement mondiales qui ont dû être mises à l'arrêt en raison de la pénurie de plusieurs composants fournis par la Chine. Le terme de chaîne de valeur mondiale désigne le fait que différentes étapes de production, réparties entre plusieurs pays, trouvent leur logique dans une étroite complémentarité. Le résultat est une économie mondiale largement insérée dans les chaînes de valeur mondiales. La production via ces chaînes permet aux entreprises d'atténuer leurs coûts de production et étendre leurs activités à travers plusieurs coins du monde. Cependant, cela les rend plus vulnérables aux différents chocs localisés. De fait, ces chaînes d'approvisionnement représentent un moyen incontournable pour propager les crises via le commerce international [18].

C'est pourquoi il est impératif de repenser les stratégies d'approvisionnement afin de réduire l'exposition de ces chaînes mondiales aux différentes perturbations qui peuvent les paralyser. Ces chaînes reposent sur des fournisseurs spécialisés qui utilisent les techniques de production en flux tendu pour réduire les stocks au minimum et ne produisant qu'en fonction des besoins. Cependant, ce mode de production rend l'économie particulièrement vulnérable, puisqu'un bouleversement de l'activité productive d'un seul pays peut perturber l'ensemble de la chaîne de valeur. Cela alimente la réflexion sur l'importance des actions et des pratiques innovantes permettant de renouveler la structure d'approvisionnement mondiale pour éviter la transmission des crises. Ce renouvellement consiste à accélérer l'émergence d'une nouvelle structure des chaînes de valeur selon un nouveau modèle économique plus résilient.

Ainsi la globalisation excessive, la complexité des chaînes d'approvisionnement, l'intensité des échanges et les changements climatiques peuvent relancer et même renforcer les débats sur la possible transition vers un système économique différent et résilient. Il s'agit d'une transition qui nécessite de repenser le tissu productif et orienter l'investissement afin de déclencher une croissance résiliente et inclusive. C'est pourquoi il convient de créer un écosystème favorable pour rétablir l'économie et la confiance des consommateurs et des investisseurs pour une nouvelle ère de prospérité. Cette transition doit assurer la promotion des activités productives, en mettant en avant le rôle de la résilience de ces chaînes d'approvisionnement dans la durabilité de la structure de production [19].

### 3.3 RÔLE DES ENTREPRISES DANS LA RÉSILIENCE

Le succès industriel et économique de la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle a entraîné le développement de l'économie et la transformation des produits avec une croissance accélérant la pollution et la consommation excessive des ressources, notamment les ressources énergétiques. Ces conséquences environnementales de l'activité économique soulèvent plus que jamais la question des finalités et des valeurs. Selon cette logique, les entreprises ne sont pas uniquement des ressources économiques et financières qui créent de la richesse, mais aussi des ressources de développement de la qualité du bien-être et d'amélioration des conditions humaines. C'est pourquoi de plus en plus de pressions se font sur les entreprises afin qu'elles s'engagent davantage dans un processus de développement durable. A la lumière des circonstances actuelles, il convient aussi qu'elles s'engagent dans un processus de recherche de résilience.

La résilience des entreprises offre une occasion extraordinaire permettant d'accroître la résilience du système économique vis-à-vis des crises. Cela accentue également leur contribution à une croissance économique inclusive. Ces changements visent à donner un contenu opérationnel à la notion de la résilience afin de maintenir la santé du tissu industriel, en le rendant plus solide lorsqu'il est amené à traverser des périodes de crises et d'incertitude. Ce contexte précise les liens qui existent entre les crises du 21<sup>ème</sup> siècle et le besoin d'une transition économique permettant de repenser la structure du tissu industriel afin d'aller vers un modèle de développement résilient.

Il s'agit d'un besoin inéluctable pour faire pénétrer dans la conduite des activités productives et les pratiques des entreprises des mesures qui garantissent les objectifs de la résilience. Ces mesures sont des outils nécessaires pour conduire des changements au sein des entreprises, et par conséquent au niveau de toute l'économie. Evidemment, cela offre des possibilités pour avoir des rapports économiques cohérents avec une structure des chaînes de production mondiales plus résiliente. L'opérationnalisation du concept de la résilience permet de le faire entrer dans les activités quotidiennes des entreprises sous forme des modes de management capables de gérer l'incertitude et la traversée des crises.

## 4 RÉSILIENCE ET DURABILITÉ DANS LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MAROCAIN

### 4.1 RÉSILIENCE FACE AUX CRISES ET AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

De nos jours, l'économie marocaine subit des chocs externes qui se déroulent à l'échelle mondiale, l'incertitude qui entoure les projections de ces chocs est particulièrement prononcée et la résilience de cette économie pourrait être davantage mise à l'épreuve [10]. L'enquête permanente de conjoncture, menée par le HCP auprès des ménages marocains, a montré qu'au premier trimestre de 2022, leur moral s'est fortement dégradé. Ainsi l'indice de confiance de ces ménages enregistre son niveau le plus bas depuis le début de l'enquête en 2008 [20].

C'est pourquoi, dans ce contexte, le Maroc a besoin d'un modèle qui favorise la transition de son économie vers la résilience. Cette transition doit assurer la promotion de son économie selon des mesures qui exploitent ses atouts et préconisent le progrès, la durabilité et l'inclusivité. Certes, après la crise sanitaire, l'économie marocaine est portée par une performance et une reprise plus rapide de l'activité touristique, mais la croissance économique devrait ralentir à 1,1% en 2022, sous l'effet de la baisse de la production agricole de 17,3% suite à une sécheresse particulièrement rude, sachant que la croissance du PIB a rebondi à 7,4% en 2021 après un repli de 6,3% en 2020 [10].

En outre, les performances des secteurs productifs du Maroc pourraient être dopées par les réformes structurelles et les plans sectoriels annoncés ces dernières années, mais une perte de dynamisme pourrait également fragiliser la croissance potentielle [10]. C'est pourquoi il est primordial de donner importance à la mise en œuvre des stratégies qui visent la réorganisation de l'activité industrielle et la prise en compte de ces priorités dans le processus de production.

En ce sens, avec les mutations économiques et sociales survenues à cause des conséquences de la crise sanitaire et des chocs qui traversent actuellement l'économie mondiale, le Maroc a besoin d'une vision sur laquelle il peut se baser pour rectifier les trajectoires de sa croissance. Les réformes en cours devraient stimuler la croissance potentielle seulement à moyen terme [10]. Il reste donc à explorer les modes de croissance qui permettent de favoriser un modèle économique où l'environnement et la société auront plus de place par rapport à l'économie. Il s'agit de dégager un développement qui assure une meilleure qualité de vie selon un processus qui pourra amener à redéfinir les priorités afin de repenser la performance des activités économiques.

En revanche, malgré les efforts déployés, le pays connaît un ensemble de problèmes d'ordre écologique qui persistent encore comme la pression exercée sur les ressources hydriques. De même, le transport demeure l'une des activités les plus consommatrices d'énergie et par conséquent les plus polluantes [21]. En outre, le Maroc est obligé de promouvoir le

développement d'autres domaines pour faire face au retard accumulé concernant la déforestation, la désertification et la forte urbanisation [22].

En outre, les entreprises du secteur du bâtiment et matériaux de construction, et celles dont les activités s'inscrivent dans le secteur minier ou celui du raffinage de pétrole, exercent une activité industrielle fortement polluante et très consommatrice de matières premières, notamment l'eau et l'énergie. Cette activité présente également un risque élevé d'accidents pour les équipes opérant dans les sites de production. En revanche, ces entreprises disposent de ressources financières, humaines et matérielles suffisantes pour intégrer le développement durable à leur management [23].

En ce sens, il est déterminant de contextualiser le concept du développement durable en le mettant au service de la résilience de l'économie pour mieux aider le pays à entamer la voie de développement selon ses différentes dimensions. A cet égard, la coopération internationale peut constituer une voie potentielle de diffusion d'un développement économique durable et résilient [5]. D'où l'urgence de créer les conditions adéquates pour que la recherche de la résilience constitue un facteur de compétitivité et de performance dans le contexte marocain.

Selon cette vision, le développement que le Maroc souhaite doit être fait selon un paradigme économique qui représente une rupture nécessitant des transitions réglementaire, écologique, énergétique, citoyenne et sociale afin de favoriser la résilience de son économie contre les crises et les risques environnementaux. C'est la raison pour laquelle la prise en compte de ces stratégies nécessite des programmes de sensibilisation pour intégrer leurs exigences et impliquer les acteurs économiques dans ce processus de transition. Ces différentes stratégies doivent être effectuées avec la volonté de les aligner sur l'ambition de tracer le nouveau modèle de développement du Maroc.

## **4.2 TRANSITION VERS UN MODELE ÉCONOMIQUE DURABLE ET RESILIENT**

### **4.2.1 TRANSITION RÉGLEMENTAIRE**

Le Maroc s'est engagé depuis longtemps dans des réformes institutionnelles et réglementaires pour intégrer des questions environnementales dans son modèle de développement selon des instruments réglementaires [22]. Cependant, ces instruments réglementaires ne doivent pas être limités aux effets négatifs des activités productives comme la pollution et l'épuisement des ressources, il convient de les généraliser pour qu'ils soient aussi des moyens de lutte contre la propagation des crises et la diffusion de l'incertitude.

Certes, il convient de poursuivre l'adaptation du cadre législatif et fiscal à travers une fiscalité qui introduit les réformes afin d'assurer l'intégration de la dimension écologique et promouvoir les filières stratégiques (économie de l'eau, efficacité énergétique, énergies renouvelables, gestion des déchets). En même temps, ce cadre législatif doit aussi concerner la recherche des mesures incitatives susceptibles d'impliquer le secteur privé et le tissu industriel pour bâtir une économie résistante face aux crises. De fait, il est souhaitable d'avoir un programme national qui suit ces finalités afin de former les compétences aptes pour une économie qui relève ces défis. Ces choix peuvent assurer des meilleures pratiques relatives à l'usage des ressources du pays et à l'organisation de ses activités économiques.

Ces choix auront la tâche de réorganiser l'activité économique en apportant les réformes nécessaires pour faire de la croissance entamée après la crise du covid 19 un pilier pour la transition vers la durabilité et la résilience. Le Maroc a tout intérêt de saisir les crises récentes, et les différents chocs qui parcourent l'économie mondiale, comme des opportunités pour accentuer son effort réformateur et cristalliser cette transition réglementaire.

### **4.2.2 TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

Le Maroc a pu mettre en place des stratégies sectorielles afin de promouvoir son développement, et s'engager dans des démarches pour intégrer les questions écologiques dans certains secteurs stratégiques comme l'efficacité énergétique, l'économie de l'eau et l'agriculture. Mais l'intégration de ces stratégies au niveau régional semble insuffisante pour une économie qui veut relever le défi de la résilience. Il manque donc une stratégie globale qui réunit les efforts pour assurer leur efficacité et catalyser la transition de l'économie. Dans le cadre de ces stratégies, plusieurs plans ont vu le jour. De fait, le plan Maroc vert (2008-2020) vise à améliorer la performance du secteur agricole pour qu'il soit un moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté. Cependant, une conséquence de cette tendance a été la surexploitation des réservoirs d'eau souterrains [22].

L'exposition du pays à plusieurs chocs pluviométriques a été particulièrement manifeste la dernière décennie. Ce contexte a amplifié les conséquences de la pandémie de Covid 19, puisque le Maroc est l'un des pays les plus touchés par le stress hydrique au monde, un problème qui devrait s'aggraver dans les années à venir. La pénurie d'eau va devenir une situation

quasi-permanente. Entre 1960 et 2020, la disponibilité par habitant des ressources en eau renouvelables est passée de 2 560 m<sup>3</sup> à environ 620 m<sup>3</sup> par personne et par an, plaçant le pays dans ce qui est considéré comme une situation de stress hydrique structurel, c'est-à-dire inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. Ces chiffres rapprochent le Maroc de seuil absolu de pénurie d'eau qui avoisine les 500 m<sup>3</sup> par personne et par an [10].

Dans ce contexte de sécheresse et compte tenu des niveaux de précipitations très bas enregistrés au cours des mois les plus importants pour la production céréalière, l'économie marocaine pourrait avoir plus de mal à se remettre de cette situation. De plus, la mauvaise récolte de 2022 coïncide avec une flambée des prix déclenchée par des événements internationaux. Ceci affectera considérablement la valeur des importations nécessaires, avec des impacts négatifs sur le déficit du compte courant [10].

Ainsi une transition écologique constitue une étape incontournable à la recherche d'une économie qui ne renforce pas les conséquences des crises. Il est donc prioritaire de mener des activités productives qui jouent un rôle de rempart contre la propagation des crises en rendant l'économie plus résistante. Cette transition est susceptible d'offrir de nouvelles possibilités de création de richesse selon une économie plus résiliente et plus protectrice de l'environnement. Il s'agit surtout d'assurer la conversion écologique des secteurs économiques clés qui ont la capacité de stimuler l'investissement et l'innovation. Cette conversion doit être amorcée et accompagnée par une économie des ressources stratégiques, notamment les ressources hydriques et énergétiques, afin de baisser les impacts négatifs sur l'environnement et assurer la continuité des activités industrielles et agricoles.

#### 4.2.3 TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Au niveau mondial, les alternatives énergétiques passent forcément par les énergies renouvelables, car même si l'efficacité énergétique réduit la demande en énergie, il est impossible de combler les besoins en termes de ces ressources qui sont en constante augmentation. C'est pourquoi le secteur des énergies renouvelables sera celui qui présentera la plus forte croissance d'ici 2030 selon un taux de 7,2% annuellement [21]. D'où le rôle capital de l'innovation dans ce domaine. A cet effet, nombreux sont les chercheurs qui estiment qu'il existe une relation positive entre performance en matière d'innovation et dynamisme environnemental [24].

En conséquence, il est urgent d'apporter des réponses adaptées et innovantes pour une utilisation rationnelle des ressources énergétiques. Il s'agit en réalité de mobiliser les énergies renouvelables et appuyer l'efficacité énergétique qui devrait constituer une priorité nationale. De même, il convient de réfléchir sur la manière de modifier les habitudes de consommation et de développer les technologies afin d'espérer une activité économique et industrielle plus protectrice de ces ressources.

En somme, la durabilité doit être amorcée et accompagnée tout le long de son processus par une transition énergétique. Cette transition apparaît comme une solution efficace quant à la promotion d'une économie à la fois durable et résiliente. C'est-à-dire une économie capable de résister au manque de ces ressources. L'objectif est d'assurer une croissance qui génère de la richesse et du bien-être d'une manière continue et avec beaucoup moins d'impacts négatifs sur l'environnement. Il faut donc développer des sources d'énergies alternatives plus respectueuses de l'environnement et surtout compatibles avec les modèles économiques alternatifs.

#### 4.2.4 TRANSITION CITOYENNE

L'équilibre du système social marocain repose en grande partie sur des modes de solidarité en faveur des personnes démunies. Au Maroc, lors de la crise du Covid 19, le discours a prôné l'engagement collectif afin que chaque citoyen puisse prendre une part active dans la solidarité nationale. Cela contribue à l'éducation collective et à la prise de conscience pour participer à l'effort collectif et accentuer la contribution citoyenne. Or, une mobilisation qui implique la participation de tous les citoyens sera nécessaire afin de garantir le succès de la mise en œuvre de ce modèle de développement, puisque ce succès va dépendre du degré d'engagement de la société civile en plus des acteurs économiques. Ce modèle économique suppose la construction d'autres types d'interactions économiques qui soulignent particulièrement les valeurs de solidarité, de citoyenneté et d'engagement pour résister face aux crises.

Dans ce modèle, les entreprises ne seront pas considérées uniquement comme des ressources économiques qui créent de la richesse, mais aussi des acteurs qui doivent prendre conscience de l'importance de ces projets et y adhérer en vue de se l'approprier et de contribuer au bout du compte au développement du pays. Il s'agit évidemment d'un besoin inéluctable pour faire pénétrer dans la conduite de leurs activités des meilleures attitudes garantissant des pratiques citoyennes et solidaires bénéfiques pour la vie économique et sociale.

En outre, la crise du Covid 19 a mis en exergue la capacité de la population à changer de comportement, la contribution citoyenne a été primordiale dans la réussite des mesures entreprises afin de lutter contre la propagation du virus et limiter ses effets dévastateurs. En conséquence, il est important de mettre en avant l'intérêt social en capitalisant cette psychologie collective positive comme une source de motivation et d'engagement pour faire face aux différentes crises qui peuvent survenir. Ceci entretient l'engagement collectif et la contribution citoyenne qui sont des catalyseurs pour un projet de société citoyen et solidaire. L'objectif est de fédérer tous les citoyens pour les rallier aux différents programmes de développement afin d'accélérer la marche vers la concrétisation d'un modèle économique garantissant la résilience.

Ainsi le Maroc doit chercher des mesures pour réunir les efforts et coordonner les politiques et les actions. L'objectif est que chaque individu s'approprie les démarches alternatives et les fasse transparaître dans ses actions quotidiennes. Telle est la voie qui mène sans doute à une croissance durable et résiliente. Sa réussite nécessite que les citoyens s'engagent dans cette voie avec un esprit de solidarité. Cela permet de leur donner le pouvoir d'agir ensemble afin de créer un engagement pour réussir ces projets. Particulièrement, il s'agit de chercher leur soutien en faveur des mesures susceptibles de changer les habitudes de consommation et les modes de production courants. De même ceci entretient des sentiments d'appartenance qui favoriseraient l'engagement sociétal afin de lutter contre les effets négatifs des crises, comme l'augmentation des prix.

### 4.2.5 TRANSITION DU MODÈLE SOCIAL

Au Maroc, la montée quasi-continue du chômage des jeunes depuis 2004 met l'accent sur le problème de l'incapacité à créer suffisamment d'emplois, cela démontre que le modèle de croissance adopté est de moins en moins inclusif [25]. L'économie marocaine présente une faiblesse en ce qui concerne la création d'emplois et l'intégration des couches les plus fragiles. La population en âge de travailler croît fortement et la création d'emplois n'est pas suffisante pour suivre la croissance de cette population. Ceci fait que le taux de chômage reste élevé. Ainsi ce taux, au premier trimestre 2022, est de 12,1% contre 12,5% au premier trimestre 2021 [26]. D'où l'impératif d'opter pour une politique de développement qui favorise un modèle social assez développé. L'objectif est de favoriser la résilience de la population et le développement du capital humain.

Ceci met en exergue l'importance d'un modèle de développement intégrant les préoccupations sociales qui devraient s'aligner sur les nouveaux choix économiques nationaux. A cet effet, le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) a proposé l'axe de la promotion de l'entrepreneuriat comme une des voies à explorer en vue d'une insertion des jeunes dans la société. Selon ce conseil, il est nécessaire d'améliorer l'accès des jeunes aux différents types de financement et renforcer les capacités des Fonds dédiés à l'entrepreneuriat innovant [25].

L'entrepreneuriat social cherche à répondre aux besoins sociaux qui ne peuvent être satisfaits ni par le secteur privé, ni par le secteur public. Il a comme principe de base la création de la valeur sociale par la mise en œuvre des solutions innovantes à des problèmes sociaux. En conséquence, il est essentiel de créer un écosystème favorable aux entreprises sociales afin que celles-ci puissent déployer tout leur potentiel pour répondre aux différents besoins sociaux.

Par ailleurs, chaque économie ne peut se développer qu'à la condition qu'il trouve du capital humain approprié. Donc, il s'agit aussi de donner la priorité à des politiques qui permettent de promouvoir des secteurs stratégiques comme la santé et l'éducation. A cet effet, le combat contre la pandémie a montré l'importance et l'obligation d'avoir une politique sociale assez développée pour préserver le capital humain. C'est pourquoi les réformes doivent se concentrer davantage sur les secteurs de la santé, de la protection sociale et de l'éducation. Une mise en œuvre réussie de ces réformes pourrait accroître la croissance, ce qui sera essentiel pour placer ainsi le pays sur une voie de développement plus solide qui renforce sa résilience face aux nouveaux chocs survenant après la crise sanitaire [10].

Reste à souligner que l'amélioration globale des conditions de la population nécessite un engagement pour un développement à la fois résilient et répondant aux besoins de la société. Ce développement constitue une élaboration collective des stratégies et des actions visant un engagement vers un modèle social qui améliore l'accès et la qualité des services publics. Ainsi, en alliant intérêt collectif et initiatives de développement pour la durabilité et la résilience, il est possible d'initier un sentier de croissance qui pourrait devenir aux yeux des acteurs une voie de développement plus désirable qui initie leur engagement.

## 5 CONCLUSION

L'environnement économique mondial a montré que le résultat d'une croissance optimale est une économie polluante qui épuise les ressources. Cet environnement pousse les acteurs à chercher un système économique différent qui donne importance à la durabilité [11]. La question de la durabilité nécessite un modèle de développement qui se caractérise principalement par la non destruction des ressources naturelles et une émission réduite de la pollution. Vu que ces exigences

vont croître sûrement à l’avenir, il est évident que la résilience va devenir un sujet d’importance particulière. En conséquence, l’organisation actuelle des processus de production et de consommation pourra être dépassée au profit d’un modèle économique plus favorable à la résilience et basé sur d’autres paradigmes. Les acteurs ont une idée de ce que pourraient être les modalités nécessaires à la création d’un modèle économique résilient qui se libère du paradigme économique financier dominant.

Cela vise à sauvegarder le bien-être et la dignité de tous les humains qui doivent disposer de leurs conditions matérielles et morales afin de pouvoir répondre à leurs besoins selon un système économique de production plus rassurant. De même, le désordre climatique, la globalisation de l’économie et l’augmentation de l’incertitude se combinent pour renforcer la nécessité et l’importance des modes économiques plus prévisibles. Ils peuvent être portés par des acteurs qui s’efforcent de réinventer les actions selon les différentes thématiques du développement économique et social [13]. Ces actions doivent s’apparenter à des volontés collectives pour vaincre l’incertitude et les crises [15].

Ceci pourra changer le trait marquant du capitalisme, à savoir la recherche immédiate et débridée du profit. Ces motivations renforcent la tendance vers un nouveau modèle économique qui doit donner une priorité absolue à la résistance contre les crises. Cependant, la durabilité écologique et la résilience économique et sociale ne peuvent se satisfaire de la somme d’initiatives individuelles comme le conçoit le modèle économique dominant [5]. D’ailleurs, les impacts nocifs des crises pourraient compromettre les progrès qui ont été accomplis afin de réduire la pauvreté dans le monde depuis les années 1990 [11]. Par conséquent, l’économie mondiale a besoin d’autres modèles alternatifs pour vaincre les crises et amorcer le progrès économique et social.

Concrètement, ce remaniement du secteur productif nécessite une prise de conscience par les acteurs économiques de leur capacité à rebondir après les crises et à promouvoir leur compétitivité. En conséquence, favoriser ces changements permet de limiter l’incertitude et de créer de l’optimisme pour l’avenir, afin d’amorcer le développement économique et le bien-être social [15]. Selon cette vision optimiste, les crises actuelles et leurs conséquences vont fournir une opportunité extraordinaire afin de mener à bien ce remaniement.

En somme, cet environnement économique mondial appelle à se réinventer pour aboutir à une rationalité économique qui ne cherche pas le profit au détriment de la stabilité économique et financière. L’économie marocaine peut saisir ces bouleversements comme des opportunités pour cristalliser son ambition d’avoir un modèle de développement durable et résilient. Ceci est déterminant pour créer une économie compétitive, résiliente et source de performance. Les chocs externes, conjugués à une sécheresse quasi-permanente, représentent généralement une réelle opportunité afin d’asseoir un nouveau modèle économique à travers l’activation de plusieurs tendances qui catalysent les transitions nécessaires.

Il convient d’entreprendre des mesures qui servent comme outils de ces transitions et qui doivent être soutenues par le développement d’une stratégie sociale pour préserver le capital humain et protéger les couches les plus vulnérables. L’opportunité semble propice pour que la rationalité du propre intérêt individuel cède la place à la rationalité qui promeut l’intérêt social et la solidarité. Dans ce cadre, il est prioritaire de sensibiliser l’ensemble des acteurs publics et privés aux principes et objectifs d’une croissance qui équilibre entre les objectifs de la durabilité et de l’optimalité [27], en cherchant à développer des stratégies qui préservent les ressources du pays et visent la résilience de son économie.

## REFERENCES

- [1] Banque Mondiale, « Rapport annuel 2020: Prêter soutien aux pays en des temps sans précédent », Washington, DC, 2020a. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34406?locale-attribute=fr>.
- [2] F. Egil, « Les objectifs de développement durable, nouveau « palais de cristal » ? », *Politique africaine*, 2015/4 n° 140, pp. 99-120, 2015.
- [3] OCDE, *Coopération pour le développement 2012 – Comment intégrer durabilité et développement*, Éditions OCDE, Paris, 2012. <https://www.oecd.org/fr/cad/cooperationpourledeveloppement2012.htm>.
- [4] G. Giraud, « Les défis énergétiques pour un développement durable: comment éviter l’effondrement ? », *Revue d’économie du développement*, 2015/3 Vol. 23, pp. 5-18, 2015.
- [5] N. Essabri, « Représentations, agir et justifications du développement durable chez les dirigeants de PME « Le cas des dirigeants de riads maisons d’hôtes à Marrakech » », thèse de doctorat: Sciences de gestion, CNAM, Université Paris Est, Paris, 2017.
- [6] O. Zirari et J. Laamire, « Repenser l’éducation pour une croissance inclusive garantie: Essai empirique pour le cas du Maroc », *Repères et Perspectives Economiques*, vol. 5, n° 1, mars 2021, pp. 40-66, 2021.
- [7] M. Daniel, « L’engagement des individus pour le développement durable: une étude quantitative des achats et des usages durables », *Management & Avenir*, 2013/6, N° 64, pp. 185-203, 2013.

- [8] Banque Mondiale, « Rapport de suivi de la situation économique au Maroc », Washington, DC. Juillet 2020b. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34113/Morocco-Economic-Monitor-FR.pdf?sequence=11&isAllowed=y>.
- [9] P. Artus et O. Pastré, *L'économie post-COVID*, Edition Fayard, pages 127, 2020. ISBN: 978-2-213-717-616.
- [10] Banque Mondiale, « Maroc: rapport de suivi de la situation économique », Avril 2022. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/morocco/publication/economic-update-april-2022>.
- [11] Fonds Monétaire International (FMI), *Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale*, (Washington). Juin 2020. <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>.
- [12] Organisation Internationale du Travail (OIT), « Le COVID-19 et le monde du travail », Troisième édition, Genève, 2020. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_743155.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_743155.pdf).
- [13] C. Gendron, G. Bourque, « Une finance responsable à l'ère de la mondialisation économique », *L'Économie politique*, n°18, pp. 50-61, 2003.
- [14] M. Maillefert et I. Robert, « Nouveaux modèles économiques et construction de la durabilité territoriale. Illustrations à partir d'une analyse de l'action collective », *Natures Sciences Sociétés*, 2020/2, vol. 28, pp. 131-144, 2020.
- [15] S. Frimousse et J-M. Peretti, « Les changements organisationnels induits par la crise de la covid-19 », *EMS Editions « Question (s) de management »*, 2020/3, n° 29, pp: 105-149, 2020.
- [16] M. Roux, « Finance éthique, finance islamique: Quelles convergences et potentialités de développement dans la banque de détail française ? », *La revue des Sciences de gestion*, 255/256, 3, pp. 103-109, 2012.
- [17] R.H. Thaler, « Behavioral Economics: Past, Present, and Future », *American Economic Review*, vol. 106, n° 7, pp. 1577-1600, 2016.
- [18] Banque Centrale Européenne (BCE), « Bulletin économique - Évolutions économiques et monétaires récentes », Numéro 1/2021, 2021. [https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-economique-bce\\_2021\\_be1\\_fr.pdf](https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-economique-bce_2021_be1_fr.pdf).
- [19] Banque Mondiale, « Les perspectives économiques mondiales, Janvier 2021 », Washington, DC. 2021. <https://www.worldbank.org/en/search?q=Les+perspectives+%C3%A9conomiques+mondiales%2C+Janvier+2021+&currentTab=1&x=18&y=22>.
- [20] Haut-commissariat au Plan (HCP), « Repères statistiques, Bulletin mensuel, Juin 2022 - N° 286 », 2022a. [https://www.hcp.ma/downloads/Reperes-statistiques\\_t22386.html](https://www.hcp.ma/downloads/Reperes-statistiques_t22386.html).
- [21] Agence Internationale de l'Énergie, « World Energy Outlook 2007 » sur les perspectives énergétiques et sur ses recommandations pour les vingt-cinq prochaines années, 2008. <https://www.euro-petrole.com/rapport-de-liea-agence-internationale-de-lenergie-2007-n-f-1565>.
- [22] S. Faucheu, I. Nicolăi, « Les enjeux de la smart city pour le développement durable. Le cas du Maroc », *L'Harmattan. Commerce, investissement et développement durable en Afrique*, Collection l'esprit économique, pp. 145-170, 2017. (hal-01533448).
- [23] L. Barmaki, D. Aitcheikh, « Développement durable et management: quel lien pour quelle performance ? cas de six entreprises industrielles marocaines », *Revue Congolaise de Gestion*, 2016/1-2, n°21-22, pp. 11-44, 2016.
- [24] A. Aloisi et V. De Stefano, « Réglementation et avenir du travail: la relation de travail facilite l'innovation », *Revue internationale du Travail*, vol. 159, no 1, pages 53-77, mars 2020. <https://doi.org/10.1111/ilrf.12145>.
- [25] Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE), « Le Nouveau Modèle de Développement du Maroc », Rabat, Maroc, 2019. [https://www.cese.ma/media/2020/10/CESE-Nouv\\_Modele\\_de\\_Devt-f-3.pdf](https://www.cese.ma/media/2020/10/CESE-Nouv_Modele_de_Devt-f-3.pdf).
- [26] Haut-commissariat au Plan (HCP), « Activité, emploi et chômage - Premier trimestre 2022 », 2022b [https://www.hcp.ma/Activite-emploi-et-chomage-trimestriel--premier-trimestre-2022\\_a3548.html](https://www.hcp.ma/Activite-emploi-et-chomage-trimestriel--premier-trimestre-2022_a3548.html).
- [27] M. Kobiyh, « La croissance économique entre optimalité et durabilité: cas du Maroc », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, vol. 28, no. 1, pp. 203-213, Dec. 2019.